ASSEMBLÉE NATIONALE

25 janvier 2023

PLFRSS POUR 2023 - (N° 760)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° AS3153

présenté par

M. Monnet, M. Dharréville et les membres du groupe de la Gauche démocrate et républicaine -
NUPES

ARTICLE 2

Rédiger ainsi l'alinéa 9 :

« *Art. L. 5121-8.* – Les entreprises qui méconnaissent l'obligation de publication prévues à l'article L. 5121-7 sont redevables d'une contribution d'un montant fixé par l'autorité administrative au moins égale à 5 % des rémunérations et gains au sens du premier alinéa de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale et du premier alinéa de l'article L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime versés aux travailleurs salariés ou assimilés au cours de l'année civile précédant l'obligation prévue au premier alinéa. Ce montant est fixé par l'autorité administrative, dans des conditions prévues par décret en Conseil d'État. Les entreprises qui ne répondent pas aux objectifs chiffrés à atteindre en matière d'amélioration des conditions d'emploi et d'embauche des salariés âgés de cinquante ans et plus sont redevables d'une contribution supplémentaire d'un montant fixé par l'autorité administrative au moins égale à 5 % des rémunérations et gains au sens du premier alinéa de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale et du premier alinéa de l'article L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime versés aux travailleurs salariés ou assimilés au cours de l'année civile précédant l'obligation prévue au présent article. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à sanctionner d'une part la non publication des indicateurs de l'index senior et d'autre part à sanctionner des entreprises dont les indicateurs démontrent que l'objectif d'amélioration des conditions d'emploi et d'embauche des salariés âgés de cinquante et plus n'est pas atteint.